



Conférence des Parties

Vingt-huitième session

Émirats arabes unis, 30 novembre-12 décembre 2023

**Progrès réalisés en matière d'intégration des questions
de genre dans les travaux des organes constitués**

Rapport de synthèse du secrétariat*

Résumé

Le présent rapport fait la synthèse des informations que les organes constitués au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ont rapportées en 2021 et 2022 au sujet des progrès réalisés en matière d'intégration des questions de genre dans leurs travaux. Il comprend des renseignements sur leurs approches de la communication d'informations relatives aux questions de genre, sur le contenu et la structure de leurs rapports, ainsi que sur leurs bonnes pratiques. On y trouvera également des propositions susceptibles d'améliorer la clarté et la cohérence des informations présentées.

* Ce document a été soumis tardivement, car l'analyse des rapports périodiques des organes constitués et les consultations internes ont pris plus de temps que prévu.



Table des matières

	<i>Page</i>
Abréviations et acronymes	3
I. Contexte	4
A. Mandat	4
B. Objectif	4
C. Objet	5
D. Structure.....	5
E. Mesures que pourrait prendre la Conférence des Parties.....	5
II. Résumé analytique.....	6
III. Prise en compte des questions de genre et communication d'informations à ce sujet : difficultés communes, bonnes pratiques et possibilités d'amélioration.....	6
Annexes	
I. Progrès réalisés en matière d'intégration des questions de genre dans les travaux des organes constitués	10
II. Groupe de facilitation de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones : Communication d'informations sur l'intégration du souci d'égalité entre les sexes dans ses travaux	29
III. Missions et fonctions des organes constitués, ainsi que modalités de soumission de leurs rapports périodiques	31
IV. Récapitulatif des informations relatives aux questions de genre communiquées en 2021 et 2022 par les organes constitués au titre de la Convention	34

Abréviations et acronymes

CDN	Contribution déterminée au niveau national
CET	Comité exécutif de la technologie
CKI	Comité d'experts de Katowice sur les impacts des mesures de riposte mises en œuvre
CMA	Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris
CMP	Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto
COP	Conférence des Parties
CPF	Comité permanent du financement
CRTC	Centre-Réseau des technologies climatiques
GCE	Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
LEG	Groupe d'experts des pays les moins avancés
MDP	Mécanisme pour un développement propre
PMA	Pays les moins avancés
PNA	Plan national d'adaptation
Réseau mondial pour les PNA	Réseau mondial pour les plans nationaux d'adaptation
SBI	Organe subsidiaire de mise en œuvre
SBSTA	Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique

I. Contexte

A. Mandat

1. À sa vingt-cinquième session, la Conférence des Parties (COP) a adopté le programme de travail renforcé de Lima relatif au genre et son plan d'action pour l'égalité des sexes¹, pris note du premier rapport de synthèse sur les progrès réalisés dans l'intégration des questions de genre dans les travaux des organes constitués², dont il est ressorti qu'un nombre croissant de ces organes communiquaient des informations sur les questions de genre, et encouragé lesdits organes à continuer d'intensifier leurs efforts en la matière. Elle a demandé à tous les organes constitués de continuer de faire figurer dans leurs rapports périodiques des informations sur les progrès réalisés en vue d'intégrer les questions de genre dans leurs travaux³.

2. Toujours à sa vingt-cinquième session, la COP a demandé au secrétariat de continuer d'élaborer un rapport de synthèse biennal sur les progrès accomplis dans l'intégration des questions de genre dans les travaux des organes constitués⁴.

3. Le domaine prioritaire « Cohérence » du plan d'action pour l'égalité des sexes vise à renforcer l'intégration du souci d'égalité entre les sexes dans les travaux des organes constitués, du secrétariat et d'autres entités des Nations Unies et parties prenantes en vue d'une exécution cohérente des mandats et des activités ayant trait à cette question⁵. À cet égard, le secrétariat a été invité à établir une compilation des bonnes pratiques en matière d'intégration des questions de genre dans les travaux des organes constitués⁶ et à organiser, à l'occasion des cinquante-huitièmes sessions respectives des organes subsidiaires, un dialogue entre les présidents des organes constitués sur les progrès réalisés dans ce domaine⁷.

4. À sa vingt-sixième session, la COP a pris note du deuxième rapport de synthèse sur les progrès réalisés en matière d'intégration des questions de genre dans les travaux des organes constitués⁸ et des efforts déployés par ceux-ci pour systématiser cette intégration dans leurs travaux, et encouragé lesdits organes à continuer de redoubler d'efforts dans ce domaine et à promouvoir la coordination et la cohérence dans le cadre de ces travaux⁹. À sa vingt-septième session, la COP a pris note avec satisfaction du travail accompli par les organes constitués pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et contribuer à la mise en œuvre du plan d'action pour l'égalité des sexes, y compris au niveau national, et a invité les organes constitués à renforcer la mise en œuvre du plan d'action¹⁰.

B. Objectif

5. L'objectif du présent rapport est de rendre compte des progrès accomplis par les organes constitués en matière d'intégration des questions de genre dans leurs travaux et de donner à la COP les moyens d'évaluer si les modalités actuelles de remontée de l'information permettent de suivre ces progrès de manière satisfaisante.

¹ Décision 3/CP.25, annexe.

² FCCC/CP/2019/8.

³ Décision 3/CP.25, par. 3, 5 et 12.

⁴ Décision 3/CP.25, par. 15 b).

⁵ Décision 3/CP.25, annexe, par. 6.

⁶ Voir document FCCC/SBI/2022/INF.5.

⁷ Voir le rapport sur ce dialogue dans le document FCCC/SBI/2023/13.

⁸ FCCC/CP/2021/5.

⁹ Décision 20/CP.26, par. 10.

¹⁰ Décision 24/CP.27, par. 3 et 17.

C. Objet

6. Le secrétariat a procédé à l'examen des rapports périodiques de chacun des 15 organes constitués pris en compte dans ce rapport¹¹ pour en cerner le contenu pertinent, qu'il décrit dans le présent document.

7. Le sujet principal du présent rapport est l'intégration des questions de genre dans les secteurs d'activité des organes constitués et les informations communiquées par ces derniers à cet égard. Il importe aussi de considérer le rôle important que jouent ces organes, en tant qu'instances de décision de premier plan, en faveur de la participation des femmes à la prise des décisions relatives au climat et à l'élaboration des politiques et mesures en lien avec le climat. Les références faites par ces organes dans leurs rapports périodiques aux efforts directs qu'ils ont entrepris pour assurer une représentation équilibrée des genres et favoriser l'inclusion sont présentées à l'annexe I. On trouvera aussi à l'annexe IV des références au genre liées à la composition des organes constitués.

D. Structure

8. La section II ci-dessous contient un résumé analytique, suivi, dans la section III, par une vue d'ensemble des difficultés courantes, des bonnes pratiques et des possibilités d'amélioration en ce qui concerne l'intégration des questions de genre dans les travaux des organes constitués et la communication d'informations sur les progrès accomplis à cet égard.

9. L'annexe I contient des informations sur les progrès réalisés par les organes constitués en matière d'intégration des questions de genre en 2021 et 2022, et un récapitulatif de ces informations est présenté sous forme de tableau dans l'annexe IV. L'annexe II synthétise les renseignements fournis par le Groupe de facilitation de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones sur l'intégration des questions de genre dans ses travaux. L'annexe III offre une vue d'ensemble des missions et fonctions des organes constitués pris en compte dans ce rapport, ainsi que des modalités de soumission de leurs rapports périodiques.

E. Mesures que pourrait prendre la Conférence des Parties

10. La COP souhaitera peut-être :

a) Prendre note des progrès accomplis par les organes constitués en matière d'intégration des questions de genre dans leurs secteurs d'activité respectifs, ainsi que des efforts faits par chaque organe pour systématiser la prise en compte de ces questions dans ses travaux ;

b) Examiner le présent rapport en parallèle avec le rapport sur le dialogue mentionné au paragraphe 3 ci-dessus, qui met en évidence les nouveaux progrès accomplis depuis 2022, les principales perspectives et les mesures à prendre pour assurer la prise en compte des questions de genre, lorsqu'elle formulera à l'intention des organes constitués des directives supplémentaires concernant l'intégration de ces questions dans leurs domaines d'activité respectifs ;

c) Demander au secrétariat d'élaborer des directives communes relatives à l'intégration des questions de genre dans les travaux des organes constitués, en tenant compte des informations figurant dans le présent rapport et dans les rapports de synthèse précédents, ainsi que dans la compilation de bonnes pratiques (voir par. 3 ci-dessus), en vue de renforcer encore la cohérence à cet égard.

¹¹ Le Groupe de facilitation de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones n'étant pas tenu d'établir des rapports périodiques, seul son rapport de 2021 à l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) sert de base à l'examen de ses méthodes de remontée de l'information (voir annexe II).

II. Résumé analytique

11. Le nombre d'organes constitués dont les rapports périodiques aux organes directeurs comportaient des informations sur les questions de genre est resté le même entre 2019 et 2021, puis a diminué en 2022, passant de 13 à 12. Quant au nombre d'organes constitués qui rendaient compte non seulement de l'augmentation de la proportion de femmes parmi leurs membres, mais aussi des progrès accomplis en matière d'intégration des questions de genre dans leurs méthodes et leurs travaux de fond, il n'a pas changé entre 2019 et 2020, puis a augmenté sensiblement en 2021, augmentant de 7 à 11, avant de repasser à 10 en 2022¹².

12. L'augmentation globale du nombre d'organes constitués qui communiquent des informations sur les questions de genre s'accompagne, dans une certaine mesure, d'une amélioration du contenu de ces informations, ce qui montre que les organes continuent d'accorder autant d'intérêt et prennent toujours plus de mesures à ce sujet. L'augmentation des bonnes pratiques et des données d'expérience exploitables contribue peut-être aussi à ces évolutions positives. Depuis le précédent rapport de synthèse, on peut constater que d'importants progrès ont été accomplis par les organes constitués qui mettent en œuvre des plans formulés précédemment, lesquels comportent des objectifs et des indicateurs de progrès en matière d'intégration des questions de genre dans les travaux desdits organes. Certains organes communiquent davantage d'informations sur les questions de genre, tandis que d'autres n'ont pas ou peu progressé sur ce plan. Dans le cas d'un organe, le niveau de prise en compte de ces questions a continué de régresser.

III. Prise en compte des questions de genre et communication d'informations à ce sujet : difficultés communes, bonnes pratiques et possibilités d'amélioration

13. Comme cela a été indiqué dans le précédent rapport de synthèse, les organes constitués en sont à des stades différents de l'intégration des questions de genre dans leurs travaux et de la communication d'informations sur les progrès accomplis. Tandis que certains ont progressé et rendu compte de leurs progrès, d'autres emploient des méthodes de remontée de l'information qui permettent difficilement de recenser les avancées réalisées.

14. Les organes qui ont recours à une approche structurée de l'intégration des questions de genre ou à d'autres dispositifs institutionnels, tels que des cadres stratégiques, pour garantir la prise en compte de ces questions dans leurs travaux ont fait des progrès constants, qui se sont traduits par une augmentation de la quantité des travaux consacrés à ces questions, un accroissement de l'engagement dans ce domaine et de la collaboration avec des spécialistes des questions de genre, ainsi que par une amélioration de la capacité à mettre à profit les enseignements tirés de l'expérience. Les informations exactes, précises et équilibrées qui sont communiquées par ces organes mettent clairement en évidence les mesures prises, les résultats obtenus, les enseignements tirés et les défis restant à relever en matière d'intégration des questions de genre.

15. Dans l'ensemble, les organes constitués ont réalisé des progrès notables en matière d'intégration des questions de genre dans leurs travaux, notamment en tirant mutuellement parti de leurs différentes expériences et des pratiques efficaces mises en œuvre. Ils mettent de plus en plus l'accent sur les questions de genre ou en tiennent compte dans leurs activités et produits, et font preuve, dans l'ensemble, d'un engagement plus profond dans ce domaine.

16. Il est préoccupant de constater que certains organes continuent de faire des déclarations trop générales, non fondées et vagues quant à la suite donnée à leurs mandats relatifs au genre et aux progrès accomplis en matière d'intégration des questions de genre dans leurs travaux. Pour faciliter la progression des organes dans ce domaine, ainsi que le suivi des progrès accomplis, et renforcer l'application du plan d'action pour l'égalité des

¹² Le groupe d'organes pris en compte dans ce rapport n'est pas le même que dans les rapports précédents, car de nouveaux organes ont été créés et d'autres ont cessé leur activité (pour de plus amples renseignements, voir l'annexe D).

sexes, il demeure essentiel d'améliorer la cohérence, la continuité, la pertinence et la clarté des informations communiquées, tant du point de vue de leur contenu que de celui de leur structure.

17. Les bonnes pratiques relatives à l'intégration des questions de genre dans les travaux des organes constitués, recensées dans les précédents rapports de synthèse et dans la compilation mentionnée au paragraphe 3 ci-dessus, ont été confirmées dans les renseignements fournis en 2021 et 2022 par lesdits organes, à savoir :

- a) Appliquer une approche structurée de l'intégration des questions de genre ou mettre en place des dispositifs institutionnels garantissant la prise en compte de ces questions, et les mettre à jour pour que les enseignements à retenir soient pris en considération, mesures qu'un nombre croissant d'organes met en œuvre ;
- b) Aborder les questions de genre dans les produits de communication ou veiller à ce que toutes les communications tiennent compte de ces questions ;
- c) Assurer la participation systématique du Groupe Femmes et genre ou de groupes de travail et réseaux liés à ce dernier ;
- d) Collaborer avec des spécialistes des questions de genre lors de la conception et de l'exécution d'activités.

18. Parmi les nouvelles bonnes pratiques relatives à l'intégration des questions de genre, on peut citer les mesures suivantes :

- a) Remédier à la sous-représentation des femmes dans les enceintes consacrées aux technologies climatiques et contribuer à favoriser la participation équilibrée des hommes et des femmes aux manifestations, réunions et groupes en constituant un fichier d'expertes ;
- b) Repérer à l'avance les spécialistes des questions de genre ayant des compétences dans les domaines de travail thématiques de l'organe, des entités nationales désignées et des partenaires, de manière à contribuer à la prise en compte des questions de genre par la constitution d'un fichier de spécialistes en la matière ;
- c) Faire de la représentation équilibrée des genres un objectif du règlement intérieur des organes et examiner les moyens de tenir compte des obligations parentales en raison desquelles des membres se voient contraints de s'absenter temporairement ;
- d) Entériner ou adopter un code de conduite visant à prévenir toute forme de discrimination ou de harcèlement, y compris le harcèlement sexuel.

19. Parmi les bonnes pratiques mises en œuvre par les organes constitués pour faire remonter l'information relative aux questions de genre, on peut citer les mesures suivantes :

- a) Élaborer une approche et des indicateurs pour le suivi et l'évaluation de leurs activités liées aux questions de genre et faire figurer des informations sur ce sujet dans leurs rapports périodiques ;
- b) Consacrer une section de leurs rapports périodiques aux questions de genre ;
- c) Fournir des informations ventilées par sexe sur les intervenants, les participants, le public et les personnes inscrites ;
- d) Rendre compte des difficultés que pose l'intégration des questions de genre, afin que d'autres organes puissent en tirer des enseignements, plutôt que de mettre en avant exclusivement ou de manière sélective les succès remportés.

20. Une difficulté qu'on ne peut que constater est le fait que la prise en compte systématique des questions de genre demande du temps et des ressources humaines.

21. La manière dont les organes constitués font remonter l'information sur les questions de genre continue de présenter des lacunes, notamment du fait qu'ils :

- a) Font des déclarations trop générales s'agissant de leur engagement en faveur de l'intégration des questions de genre ou de leurs affirmations sur ce sujet, en communiquant des données qui, à moins d'être fondées sur une analyse des faits, manquent d'intérêt et ne font que gonfler le nombre de mots dans les rapports – pratique courante même parmi les

organes dont les travaux portent sur des domaines thématiques que l'on associe habituellement aux questions de genre ;

b) Mettent en avant leurs réussites de manière ciblée et hors contexte ; par exemple, sans préciser que les hommes et les femmes étaient équitablement représentés parmi les intervenants dans des manifestations précises ;

c) Accentuent leurs réussites, au risque de donner une fausse idée de leur étendue et de donner la fausse impression que les questions de genre sont parfaitement prises en compte, par exemple lorsqu'ils n'indiquent pas clairement si elles ont été examinées dans le cadre d'une manifestation ou simplement évoquées à cette occasion ;

d) Ne désignent pas clairement dans leur rapport les activités qui ont déjà été mentionnées, ce qui pourrait aboutir à un double comptage, et ne font pas clairement la distinction entre activités prévues et activités exécutées.

22. La communication d'informations sur l'intégration des questions de genre présente de nouveaux défis :

a) Le suivi des progrès accomplis peut s'avérer difficile si les différents plans relatifs à l'intégration des questions de genre et les évaluations des progrès connexes ne sont pas liés aux plans de travail des organes et à leurs rapports périodiques ;

b) En l'absence d'une description exhaustive de toutes les activités tenant compte des questions de genre et de tous les progrès réalisés à cet égard, il est difficile de recenser les avancées et les bonnes pratiques¹³.

23. Les organes constitués souhaitent peut-être envisager de prendre les mesures ci-après proposées dans le précédent rapport de synthèse¹⁴, s'ils ne l'ont pas déjà fait, pour améliorer leurs méthodes de remontée de l'information et rendre possibles le suivi et la compréhension des progrès qu'ils accomplissent en matière d'intégration des questions de genre dans leurs travaux :

a) Prévoir dans leurs rapports une section sur les questions de genre pour mettre en évidence les informations y relatives et les progrès réalisés en la matière, surtout si les rapports en question couvrent de nombreux thèmes, et inclure dans cette section des renseignements sur les dispositifs institutionnels en place et leur approche de l'intégration des questions de genre. Les organes constitués peuvent soit faire figurer dans cette section des informations détaillées sur leurs activités et y faire référence dans d'autres sections, soit y mentionner leurs activités et fournir des précisions ailleurs. Idéalement, les informations relatives au genre ne devraient pas être cantonnées à une section dédiée ; les activités ou les domaines d'action dans le cadre desquels le genre est une considération parmi d'autres devraient être abordés dans les sections idoines ;

b) Communiquer des renseignements exhaustifs de manière structurée et, si la même information est rapportée à plusieurs endroits dans un même rapport, le faire clairement savoir pour ne pas risquer de donner une fausse idée de l'étendue des activités consacrées au genre ;

c) Assurer la clarté et l'utilité de l'information en expliquant la façon dont les questions de genre ont été prises en compte, en détaillant l'approche suivie, en rendant compte de la mise en œuvre des plans, engagements ou cadres relatifs au genre, et en faisant clairement la distinction entre les mesures prévues et les mesures effectivement prises ;

¹³ S'il est vrai que le présent rapport récapitule les informations provenant des rapports périodiques soumis par les organes constitués à leurs organes directeurs respectifs, il n'en reste pas moins que l'examen de haut niveau des sites Web des organes constitués et l'examen des informations présentées dans le cadre du dialogue sur les progrès réalisés en matière d'intégration des questions de genre dans les travaux des organes constitués (organisé à la cinquante-huitième session des organes subsidiaires entre les présidents des organes constitués), montrent que les efforts déployés par certains organes pour intégrer les questions de genre dans leurs travaux sont plus importants que ce que laissent entendre leurs rapports.

¹⁴ FCCC/CP/2021/5, par. 101.

d) Veiller à ce que les informations fournies soient précises et exploitables en évitant les formules vagues et les affirmations non fondées ou les descriptions trop générales des efforts déployés ;

e) Faire remonter l'information de manière cohérente d'un rapport à l'autre et éviter les omissions d'informations communiquées dans de précédents rapports ou expliquer ces omissions de sorte qu'il apparaisse clairement que telle ou telle activité (prévue) a été poursuivie ou abandonnée ;

f) Réfléchir avec un œil critique au niveau de détail et de ventilation des données, notamment dans les passages relatifs au financement ;

g) Garantir la transparence et la traçabilité des travaux consacrés au genre, et remédier à la limitation du nombre de mots dans les rapports officiels en renvoyant systématiquement vers des ressources et des informations supplémentaires, comme les rapports de réunion, les supports de connaissances et les rapports officiels.

24. Compte tenu des informations fournies dans le présent rapport, la COP souhaitera peut-être inviter les organes constitués à :

a) Examiner ce rapport, ainsi que le rapport sur le dialogue mentionné au paragraphe 3 ci-dessus, et les bonnes pratiques qui y sont recensées ;

b) Apporter un appui à l'examen du programme de travail renforcé de Lima relatif au genre et de son plan d'action pour l'égalité des sexes¹⁵ et soumettre au secrétariat des informations sur les progrès réalisés concernant la mise en œuvre du plan d'action et sur les travaux à entreprendre, en particulier dans le domaine prioritaire « Cohérence », d'ici au 31 juillet 2024.

¹⁵ Voir décision 24/CP.27, annexe, par. 6.

Annexe I

Progrès réalisés en matière d'intégration des questions de genre dans les travaux des organes constitués

[Anglais seulement]

I. Overview

1. The following 15 constituted bodies are considered in this report:
 - a) AC;
 - b) AFB;
 - c) CDM Executive Board;
 - d) CGE;
 - e) CTCN Advisory Board;
 - f) FWG;¹
 - g) KCI;
 - h) Kyoto Protocol Compliance Committee;
 - i) LEG;
 - j) PAICC;
 - k) PCCB;
 - l) SCF;
 - m) Supervisory Body;
 - n) TEC;
 - o) WIM Executive Committee.
2. Since CMP 17 decided to terminate the Joint Implementation Supervisory Committee,² the body's reports for 2021–2022³ were not considered relevant to the analysis for this report.

II. Adaptation Committee

A. Reporting

1. 2021

3. The AC report to COP 26 and CMA 3⁴ includes numerous references to its gender-related work and states its commitment to applying a gender lens in all aspects of its work. The report affirms the importance of adaptation action being gender-responsive in order to be effective and, in a section on coherence with organizations, refers to advice transmitted to the SBSTA Chair pertaining to information and knowledge support in AC work areas,

¹ As the FWG is not mandated to regularly report to a governing body, information on its progress is presented separately in annex II.

² Decision 3/CMP.17, para. 4.

³ FCCC/KP/CMP/2021/6 and FCCC/KP/CMP/2022/6, which do not include reference to gender.

⁴ FCCC/SB/2021/6 and Corr.1.

including gender. The report includes a section on integrating gender considerations, in the chapter on promoting overarching coherence, which details that the AC:

a) Evaluated⁵ progress in implementing its plan⁶ for enhancing consideration of gender in adaptation action and its workplan activities in 2019–2021. The report references the evaluation document,⁷ mentions that it contains a summary table showing activities and results assessed against progress indicators⁸ and presents some statistics from the evaluation, including:

- (i) Gender-disaggregated data on speakers at AC events;
- (ii) Number of AC publications in 2020 with a section on gender (six);
- (iii) Number of submissions received on mainstreaming gender in NAPs, which fed into the deliverables of the AC (22);

b) Agreed that the plan had been successfully implemented, and decided to continue mainstreaming gender as a cross-cutting consideration in its activities in a coherent manner as part of its workplan for 2022–2024 and the workplan of the NAP task force.

4. The referenced evaluation document includes detailed information on progress indicators and related activities, including:

a) AC contribution to gender-related events: among others, the AC contributed to a joint AC, FWG, LEG and NWP event that included gender considerations at COP 25, two UNFCCC gender workshops between COP 24 and SB 50, and an event at SB 50 to provide an update on the NAP supplementary guidelines on gender;

b) Increase in number of female speakers at some AC events: as an example, 40 per cent of the speakers involved in the 2019 technical examination process on adaptation were female, which increased to 50 per cent for the 2020 events;

c) Collaboration with other constituted bodies and relevant organizations to enhance gender consideration in adaptation action: examples include the preparation by the AC, the LEG and the NAP Global Network of a gender toolkit,⁹ followed by a webinar on gender-responsive NAP processes, and a gender-related event with the PCCB planned for the 2020 NAP Expo, which was postponed due to the coronavirus disease 2019 pandemic;

d) Inclusion of gender considerations in publications: a technical paper on connecting short-, medium- and long-term adaptation planning at the national and subnational level, a synthesis report on how developing countries are addressing hazards, the September 2020 issue of the Adaptation Finance Bulletin, and the report on the technical expert meeting on adaptation included gender considerations;

e) Provision of guidance on how best to incorporate gender considerations into adaptation action: the AC invited the identification and addressing of knowledge gaps, including in relation to gender, to continue under the NWP and the Lima Adaptation Knowledge Initiative; adopted a plan for enhancing consideration of gender in adaptation action and AC workplan activities; invited and received submissions from Parties and non-Party stakeholders on mainstreaming gender in NAPs; and provided examples of Green Climate Fund support for gender-responsive adaptation and guidance on securing such finance from international sources in the aforementioned gender toolkit.

5. The annex to the report contains the flexible workplan of the AC for 2022–2024, which, as noted in chapter V of the report, includes consideration of gender aspects as a cross-

⁵ The NAP task force was invited to contribute to the evaluation of progress by presenting additional ideas on how gender considerations could be further incorporated into adaptation action.

⁶ See AC document AC/2019/17.

⁷ AC document AC19/INFO/5C.

⁸ Aligned with the priority areas of the GAP.

⁹ NAP Global Network and UNFCCC. 2019. *Toolkit for a Gender-Responsive Process to Formulate and Implement National Adaptation Plans (NAPs)*. A Dazé and C Church (eds.). Winnipeg, Canada: International Institute for Sustainable Development. Available at <https://napgloballnetwork.org/resource/toolkit-for-gender-responsive-national-adaptation-plans/>.

cutting element across its workstreams. The workplan also sets out AC plans to collaborate with the FWG on gender-responsive adaptation action; contribute to mainstreaming gender considerations in adaptation planning and implementation; and conduct a follow-up activity in relation to the gender toolkit.

2. 2022

6. The AC report to COP 27 and CMA 4,¹⁰ in the subsection on integrating gender considerations in the section on promoting overarching coherence, notes that gender is a cross-cutting consideration across AC workplan activities and that the AC enhanced its efforts towards gender integration through:

a) A joint event with the LEG and the PCCB at the 3rd Capacity-building Hub at COP 26 on gender-sensitive adaptation under the UNFCCC;

b) A joint event on opportunities for gender-responsive adaptation planning and action with the LEG and the NAP Global Network at the 2022 NAP Expo.

7. The same section includes information on the plans of the AC to work with other constituted bodies and the operating entities of the Financial Mechanism to produce a policy brief on progress, good practices and lessons learned in prioritizing and incorporating gender-responsive adaptation action.

8. The section on technical support and guidance to Parties also refers to the aforementioned event at the 2022 NAP Expo and the above-mentioned policy brief.

9. Under awareness-raising, outreach and information-sharing, the report contains information disaggregated by gender on AC social media audience.

B. Progress

10. In 2021–2022 the AC included a section in its regular reporting on integrating gender considerations into its workplan, and continued to provide information on its significant efforts to progress in integrating a gender perspective into its work. The AC may wish to consider further improving consistency and traceability in its reporting on gender.

11. The AC was able to share more detailed information on progress in integrating gender considerations into its work by linking to the evaluation document referred to in paragraph 3(a) above, which provides information on the implementation of the majority of AC activities and sets out the measurable indicators used for tracking progress. In future reporting the AC could consider:

a) Clarifying the links between the evaluation document, the activities in its workplan and its plan for enhancing consideration of gender in adaptation action;

b) Explaining how AC activities and outputs relate to each other.

12. The regular reports of the AC could benefit from:

a) Inclusion of a comprehensive high-level list of its gender-related activities;

b) Provision of references for accessing AC outputs;

c) Closer alignment of complementary gender-related documents with, or integration of them into, its workplan and regular report.

¹⁰ FCCC/SB/2022/5.

III. Adaptation Fund Board

A. Reporting

1. 2021

13. The AFB report to CMP 16 and CMA 3¹¹ includes various references to gender, specifically reference to the AFB approval of the updated AF gender policy and action plan,¹² and that IEs have started using the updated AF project performance report template to track and report progress, including on gender, more systematically, in the section on recommendations for CMP 16 and CMA 3, in which they are invited to take note of these developments.

14. The report includes a section on gender equality and the empowerment of women and girls in the chapter on work under the AFB Medium-Term Strategy for 2018–2022. It notes that the AFB approved the updated AF gender policy and action plan following a multi-step and participatory process and review. Further, it is indicated that:

a) Technical assistance grants for the gender policy and technical assistance grants for the environmental and social policy, and an e-learning course on addressing environmental, social and gender considerations in project and programme design and implementation have continued to be available to help strengthen the capacity of IEs to integrate gender considerations into AF projects and programmes;

b) IEs were using the updated AF project performance report template to track the progress of gender integration and report thereon more systematically on an annual basis;

c) The AFB continued collaborating and exchange knowledge with partner organizations on gender, including climate funds, the United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women, the UNFCCC secretariat and UNFCCC constituted bodies, such as the TEC;

d) The annual performance report of the AF for fiscal year 2020,¹³ referenced in the AFB report, includes a section on gender, where some gender-sensitive and -responsive interventions were reported.

15. Annex V to the AFB report contains further details on two of the interventions described in the report referred to in paragraph 14(d) above.

16. The report provides information on the implementation of the AFB Medium-Term Strategy, which determines that all its activities are to be gender-responsive: the AFB enhanced long-term institutional and technical capacity-building under the AF Readiness Programme; in particular, it approved three technical assistance grants totalling USD 59,820 to support the national implementing entities for Benin, Côte d'Ivoire and Mexico in strengthening their ability to address and manage environmental and social risks, and gender considerations in adaptation projects and programmes and at the institutional level. Furthermore, the report mentions the provision of AF support to women's self-help groups in India in the context of the pandemic.

17. Annex IV to the report mentions the participation of the AFB, its secretariat and/or the AF Technical Evaluation Reference Group in two events with a gender focus.

2. 2022

18. The AFB report to CMP 17 and CMA 4¹⁴ includes various references to gender. It includes a section on gender equality and the empowerment of women and girls in the chapter on work under the Medium-Term Strategy. It provides information on the implementation of the updated AF gender policy and action plan and indicates that the AFB:

¹¹ FCCC/KP/CMP/2021/2–FCCC/PA/CMA/2021/4.

¹² Available at <https://www.adaptation-fund.org/document/opg-annex4-gender-policy/>.

¹³ AFB document AFB/EFC.26.b/3.

¹⁴ FCCC/KP/CMP/2022/4–FCCC/PA/CMA/2022/3.

a) Was strengthening efforts to move beyond focusing on gender safeguards and prevention of gendered harm to proactively addressing how adaptation measures can promote gender equality, empowerment and agency of women and girls, and consider and address gender-differentiated vulnerability to climate change in an intersectional manner. The AFB published a study and its key findings on intersectional approaches to gender mainstreaming in adaptation-relevant interventions;¹⁵

b) Continued to deliver on ongoing activities, including those referred to in paragraph 14(a) above;

c) Continued to improve the AF gender-responsive operational framework, including policies and operational guidelines. An updated guidance document for IEs on compliance with the AF gender policy provides supplementary information and practical guidance for IEs to enhance gender-responsive mainstreaming throughout the AF project cycle in an intersectional manner, accompanied by gender mainstreaming toolkits such as checklists for a preliminary gender analysis required for concept notes and gender assessment required for fully developed project proposals, examples for sector-specific gender assessments, and examples of gender-responsive indicators by sector and theme;

d) Continued strengthening the institutional capacity of IEs and strategic partnerships for gender equality through gender training;

e) Continued collaborating on matters related to gender with partner organizations, including other climate funds and the UNFCCC secretariat. The AF participated in a high-level side event at the sixty-sixth session of the Commission on the Status of Women and shared knowledge related to strengthening mechanisms for financing gender-sensitive climate adaptation action and financing gender and health considerations in climate adaptation;

f) Included a section on gender in the AF annual performance report for fiscal year 2021,¹⁶ referenced in the AFB report, where some gender-sensitive and -responsive interventions are reported.

19. Annex V to the AFB annual report contains further details on two of those interventions.

20. The report notes that the AFB continued to enhance long-term institutional and technical capacity-building under the AF Readiness Programme and to enhance gender equality by implementing the updated AF gender policy and action plan, although it does not include information on the total grants provided in relation to gender.

21. Annex IV to the report indicates the participation of the AFB, its secretariat and/or the AF Technical Evaluation Reference Group in three events with a gender focus; while annex VI to the report indicates that gender was addressed in AFB communications.

B. Progress

22. It is noteworthy that the AFB updated the AF gender policy and action plan and produced toolkits to enable and monitor gender mainstreaming throughout the cycle of AF projects.

23. The AFB has continued to provide comprehensive information on gender mainstreaming in its work, providing a high level of traceability, such as by referencing documents that provide in-depth information on aspects cited in the report. AFB reporting is consistent and well-structured owing to information on gender being provided in relevant sections as well as in the section on gender with additional detailed and complementary information.

¹⁵ AF. 2022. *Study on intersectional approaches to gender mainstreaming in adaptation-relevant interventions*. Washington, D.C.: AF. Available at <https://www.adaptation-fund.org/document/study-on-intersectional-approaches-to-gender-mainstreaming-in-adaptation-relevant-interventions/>.

¹⁶ AFB document AFB/EFC.28/3.

24. The 2022 report does not detail the funds provided for building and strengthening the capacity of IEs to implement the environmental and social safeguards and gender policy. This was a good practice in previous reports for tracking progress of implementation. An interesting innovation in the AFB reports in 2021–2022 is the addition of an annex that provides details of gender-sensitive and -responsive interventions in approved AF projects.

IV. Clean development mechanism Executive Board

A. Reporting

25. There is no reference to gender in the 2021 or 2022 report¹⁷ of the CDM Executive Board to the CMP.

B. Progress

26. Despite having taken initial steps towards integrating gender considerations into its work in previous years,¹⁸ the Board did not include any information on gender in its regular reports in 2021–2022.

V. Consultative Group of Experts

A. Reporting

1. 2021

27. The CGE report to SBI 52–56¹⁹ presents participation data disaggregated by gender for all seven CGE regional training workshops held in 2021, while underlining that the CGE continued to encourage the participation of women through the letter inviting nominations for participation of national experts in the workshops.

2. 2022

28. There is no reference to gender in the CGE report to SBI 57,²⁰ but it mentions that a report on the regional training workshops held in 2022 would be made available in 2023.

B. Progress

29. In its 2018 report, the CGE highlighted numerous gender-related activities and the development of its gender action plan. Similar to the 2019 and 2020 reports, the 2021 report presents data disaggregated by gender on participation in training workshops, but the 2022 report does not include such information.

¹⁷ FCCC/KP/CMP/2021/4 and FCCC/KP/CMP/2022/7 respectively.

¹⁸ See document FCCC/CP/2021/5, paras. 30–32.

¹⁹ FCCC/SBI/2021/12.

²⁰ FCCC/SBI/2022/16.

VI. Climate Technology Centre and Network Advisory Board

A. Reporting

1. 2021

30. The joint chapter of the joint annual report of the TEC and the CTCN for 2021²¹ notes that the bodies started implementing a joint activity on gender and technology, and that they liaised with the secretariat Gender team to support the integration of gender considerations into the UNFCCC process, including by disseminating briefs prepared by the Gender team, raising awareness of gender equality issues on International Women’s Day and organizing a meeting with other constituted bodies to share experience of mainstreaming gender. The TEC and the CTCN initiated a discussion with the Gender team on operationalizing an online gender expert roster in 2022.

31. In annex I to the report, the TEC and the CTCN recommend that the COP and the CMA encourage Parties to stimulate the uptake of climate technology solutions in support of NDC implementation by fostering inclusive, participatory and equitable processes and approaches, highlighting that technology uptake needs to lead to a just transition that protects workers and communities, including Indigenous Peoples and women, and ensures a socially equitable distribution of benefits and risks.

32. The chapter of the report on CTCN activities and performance indicates that the Advisory Board welcomed a new member from the women and gender constituency. The chapter includes a subsection on gender mainstreaming, which indicates that guided by its gender policy and action plan for 2019–2022²² the CTCN built on previous efforts to implement gender mainstreaming in its activities and operations. It notes that the updated CTCN closure report forms require reporting on several indicators for gender-responsiveness. The subsection on gender-responsive engagement, in the section on collaboration and stakeholder engagement, mentions the CTCN gender and technology library,²³ which contains information relevant to gender and climate change solutions. It is reported that, led by its GFP, the CTCN regularly engages with the women and gender constituency to ensure women’s voices are heard and their experience, needs and capacity considered in CTCN work. The section on enabling environment and capacity-building contains a subsection on endogenous and gender-responsive technologies that mentions CTCN collaboration with the women and gender constituency to provide capacity-building and mentoring support to the winners of the Gender Just Climate Solutions Awards,²⁴ who received a small grant, travel support and access to a mentoring programme. In 2021, four ‘training of trainers’ events were organized on gender-responsive climate finance.

33. In the key messages for the COP, it is highlighted that the CTCN makes technology development and transfer more inclusive by implementing its gender policy and action plan and engaging with women, youth and Indigenous Peoples to assist countries in fully transitioning to low-carbon economies, building climate-resilient societies and achieving the Sustainable Development Goals.

34. The report includes participation information disaggregated by gender for some events.

²¹ FCCC/SB/2021/5.

²² Available at <https://ctc-n.org/resources/ctcn-gender-policy-and-action-plan-2019-2022>.

²³ See <https://www.ctc-n.org/technology-sectors/gender>.

²⁴ A 2020 impact review of the Gender Just Climate Solutions Awards found that 70 per cent of participants were able to access new funding after the programme and all were able to replicate or scale up their projects. The review suggests that including gender as a vital aspect of climate action lays the foundation for multiple transformative benefits. See <https://womengenderclimate.org/gender-just-climate-solutions-2/>.

2. 2022

35. The joint chapter of the joint annual report of the TEC and the CTCN for 2022²⁵ indicates that the bodies agreed to undertake joint work on technology and gender in 2022–2023. In particular, they continued to develop a global roster of female experts on climate technology, and female and male experts on gender and climate change, further defining aspects such as criteria for inclusion and categories of expertise. Moreover, they incorporated case studies and lessons learned related to gender-responsive technologies in regular updates to a joint publication on the role of technology in NDC implementation.²⁶

36. The chapter of the report on the activities and performance of the CTCN indicates that the Advisory Board welcomed three additional observer organization constituency representatives as members, including a member of the women and gender constituency. The subsection on gender mainstreaming indicates that CTCN technical assistance implementers were guided by the CTCN gender policy and action plan regarding the incorporation of gender considerations into the development and implementation of technical assistance.

37. Further gender-related information is included in other subsections of the chapter:

a) The section on enabling environments and capacity-building contains a subsection on facilitating endogenous and gender-responsive technologies for mitigation and adaptation, which, in addition to restating information from the previous report, indicates that a Gender Just Climate Solutions publication²⁷ was developed and disseminated, providing information on the solutions of winners and finalists, and that the CTCN GFP participated in the jury to select the recipients of the Awards at COP 27. In addition, CTCN technical assistance in Mozambique involving women in the value chain of a business model called “pay as you irrigate” is highlighted;

b) The section on collaboration and stakeholder engagement contains a subsection on gender-responsive engagement, which, in addition to reaffirming information reported previously, states that, in partnership with the TEC and the women and gender constituency, the CTCN continued to develop the global roster of experts referred to in paragraph 35 above and to ensure gender consideration in technology development and deployment. Additionally, the Director of the CTCN Advisory Board contributed to the United Nations Development Programme *Gendered Voices* newsletter;²⁸

c) The subsection on collaboration with youth indicates that the CTCN hosted two youth knowledge specialists for four months to support work on, among others, gender and climate technologies.

B. Progress

38. Building on previous practice, the joint chapter of the joint TEC and CTCN reports provides information on the bodies’ progress in jointly mainstreaming gender considerations and undertaking gender-responsive action, following the institutionalization of gender mainstreaming in their work by adopting a gender policy or a structured approach to integrating gender considerations. Noteworthy developments are the work to develop a global roster of experts and the new member representing the women and gender constituency on the CTCN Advisory Board.

39. The CTCN has continued to include a stand-alone segment on gender mainstreaming in its chapter of the report, in addition to sections on gender-responsive engagement and endogenous and gender-responsive technologies, demonstrating commitment to a cross-cutting integration of gender considerations across its work and reporting. Following the

²⁵ FCCC/SB/2022/4.

²⁶ See <https://unfccc.int/tclear/tec/techandndc.html>.

²⁷ Barre A, Colson A, Cortés Valderrama G, et al. 2021. *Gender Just Climate Solutions 2021*. Utrecht, Kingdom of the Netherlands: Women Engage for a Common Future. Available at <https://www.ctc-n.org/resources/gender-just-climate-solutions-2021-eng>.

²⁸ See <https://www.undp.org/mauritius-seychelles/publications/gendered-voices-vol-3-issue-1-women-technology-seychelles>.

trend initiated in the 2019–2020 reports, the CTCN has continued to provide detailed information on its activities, such as by including references to external documents to corroborate affirmations relating to activity implementation, a practice that could be extended to all activities, in order to further improve traceability and transparency. Avoiding repetition when referencing outputs could further improve the comprehensibility of the reporting.

VII. Katowice Committee of Experts on the Impacts of the Implementation of Response Measures

A. Reporting

1. 2021

40. The report of the KCI for 2020–2021²⁹ includes a section on integrating gender considerations into the work of the KCI, which mentions that the KCI agreed on approaches for mainstreaming gender in its activities at its 3rd and 4th meetings, including continuing to work with the secretariat Gender team for it to provide further guidance to the KCI on the matter; considering gender aspects in the development of technical papers; considering gender balance when inviting speakers to events or calling for inputs; and appointing its Co-Chairs as GFPs.

41. Following the approaches agreed, the KCI considered gender aspects in the development of a technical paper on assessing and analysing the impacts of the implementation of response measures and possible actions and means to enhance the capacity and understanding of Parties, including collaboration with identified organizations, on assessing and analysing the impacts; and a technical paper on assessment methods, data requirements and the process of method selection for modelling and assessing the impacts of the implementation of response measures.

42. The KCI included in the report a recommendation, which speaks to gender considerations, for the forum on the impact of the implementation of response measures to provide to the COP, the CMP and the CMA, namely to encourage Parties to engage stakeholders, including women, at each step of the process of designing and implementing climate mitigation policies and policies for achieving sustainable development, including through social dialogue, when possible and subject to national circumstances.

2. 2022

43. The report of the KCI for 2021–2022³⁰ includes a section on integrating gender considerations into the work of the KCI, which mentions that the KCI adopted approaches for integrating gender into its work and agreed to continue monitoring progress in mainstreaming gender considerations, open a call for expressions of interest from organizations and experts to be part of an informal gender network of experts for response measures and publish the names of those organizations and experts on the KCI web pages, and strive for both gender and regional balance when selecting experts, speakers and consultants for involvement in its work.

44. The KCI reported its preparation of a technical paper, expected to be finalized before SB 62, on identifying and assessing the impacts of the implementation of response measures taking into account intergenerational equity, gender considerations and the needs of local communities, Indigenous Peoples, youth and other people in vulnerable situations.

B. Progress

45. The annual reports of the KCI demonstrate that the body has made progress in implementing a staged and structured approach to integrating gender considerations across

²⁹ KCI document KCI/2021/4/8.

³⁰ FCCC/SB/2022/6.

its work. The KCI has reiterated its commitment to striving for gender balance, including in the selection of experts, consultants and speakers for its events. It has also appointed GFPs and reaffirmed its commitment to continuing to monitor the integration of gender into its work.

46. The KCI annual reports include a section on gender. The reports would benefit from including more comprehensive information on gender-related activities and considerations.

VIII. Kyoto Protocol Compliance Committee

A. Reporting

47. The 2021 and 2022 reports³¹ of the Kyoto Protocol Compliance Committee do not refer to gender beyond gender balance in the context of the body's membership.

B. Progress

48. The information included in the reporting on integrating gender is insufficient to determine progress.

IX. Least Developed Countries Expert Group

A. Reporting

1. 2021

49. The LEG report in 2021³² mentions the appointment by the LEG of a GFP. The report includes a section on integrating a gender perspective into the work of the LEG, which indicates that the body took note of its ongoing provision of technical guidance and support to the LDCs related to strengthening gender considerations in adaptation, including facilitating the application of the gender toolkit referred to in paragraph 4(c) above. The section presents a table with information disaggregated by gender on participation in LEG meetings. It is reported that the LEG agreed to continue monitoring participation in meetings to identify patterns in the engagement of women with a view to considering further improvements as necessary.

50. Annex II to the report includes the LEG work programme for 2021–2022, which indicated that the LEG would continue reporting on progress towards integrating a gender perspective into its work and collaborating with other constituted bodies and under UNFCCC programmes (AC, CGE, FWG, NWP, PCCB, SCF and WIM Executive Committee, particularly) on activities relating to NAPs, the least developed countries work programme and gender.

51. The LEG report to SBI 52–55³³ indicated that the GFP appointed at LEG 39 was continuing in the role. The report includes a section on integrating a gender perspective into the work of the LEG, noting the ongoing provision of technical guidance and support to the LDCs related to strengthening gender considerations in adaptation. It also provides gender-disaggregated information on participation in its meetings by updating the table referred to in paragraph 49 above to include LEG 40, and the LEG agreed to continue this practice. The LEG reported having identified the following means of strengthening gender considerations in its work:

a) Making use of the GAP and ensuring that the gaps identified therein are considered when developing support activities for the LDCs;

³¹ FCCC/KP/CMP/2021/5 and FCCC/KP/CMP/2022/2 respectively.

³² FCCC/SBI/2021/6.

³³ FCCC/SBI/2021/13.

b) Considering how to apply and expand existing gender guidelines (jointly with partners such as the AC and the NAP Global Network) and developing relevant training;

c) Considering how best to support countries in gender mainstreaming at the national level.

52. The report notes the potential to enhance collaboration on gender considerations with the WIM Executive Committee, and states cross-body collaboration with constituted bodies and programmes under the Convention on gender consideration as a priority activity for 2021.

53. Annex I to the report includes the updated LEG work programme for 2021–2022. In addition to the elements mentioned in paragraph 50 above, the updated text indicated the intention of the LEG to ensure consideration of the GAP in developing its activities.

2. 2022

54. The LEG report to SBI 56³⁴ includes a section on gender considerations, which notes the ongoing provision by the LEG of technical guidance and support to the LDCs related to strengthening gender considerations in adaptation. It provides gender-disaggregated information on participation in LEG meetings and an update of the table referred to in paragraph 49 above to include LEG 41, and indicates that the LEG agreed to continue this practice and reiterated the agreement to follow the means of strengthening gender considerations in its work referred to in paragraph 51 above.

55. The report demonstrates how adaptation guiding principles, including those related to gender, were addressed in NAP formulation as a good practice for making more effective use of NAPs. The report notes that the LEG included cross-cutting issues, such as gender, as a thematic area in the NAP writing workshop for the African LDCs; and also notes the potential to enhance collaboration on consideration of gender with the WIM Executive Committee. It further notes that the LEG included information on its provision of technical guidance and support for gender consideration in its draft synthesis report for the technical assessment component of the first global stocktake.

56. Annex II to the report presents ongoing activities of organizations for supporting the LDCs in formulating and implementing NAPs, indicating that the NAP Global Network organized an international peer learning summit on gender-responsive NAPs and regional peer learning events focused on monitoring, evaluation and learning in the formulation and implementation of NAPs.

57. Annex III to the report contains the LEG work programme for 2022–2023, which includes an activity to create a small number of subgroups of the NAP technical working group on themes including gender (with other constituted bodies).

58. The LEG report to SBI 57³⁵ includes a section on integrating a gender perspective into the work of the LEG, which notes the ongoing provision of technical guidance and support to the LDCs related to strengthening gender considerations in adaptation. It provides gender-disaggregated information on participation in LEG meetings, presents an updated table with gender-disaggregated information on participation in LEG meetings and events, indicating women's participation, and the LEG agreed to continue this practice. The LEG reiterated the agreement to follow the means of strengthening gender considerations in its work referred in paragraph 51 above and agreed on two additional means:

a) Engaging the subgroup referred to in paragraph 60 below to advise on the activities referred to in paragraph 51 above;

b) Considering how to accommodate in its draft rules of procedure temporary absence of members from service in the work of the LEG owing to parental obligations.

59. Chapter IV of the report, on the draft rules of procedure of the LEG, highlights the possibility mentioned in paragraph 58(b) above. Annex III to the report includes draft rules of procedure of the LEG, which provide for groups and constituencies represented on the

³⁴ FCCC/SBI/2022/6.

³⁵ FCCC/SBI/2022/18.

LEG to accommodate members requiring extended temporary absence from service owing to parental leave by nominating temporary replacements to serve for a period of a member's term of office before the return of the member to full service.

60. In the context of its 2022–2023 work programme, the LEG agreed to establish four subgroups of the NAP technical working group, including one on multi-stakeholder forums, to support work on enhancing engagement and activities in the area of NAPs related to gender, among other issues.

B. Progress

61. The LEG has reported gender-disaggregated data on participation in its meetings and events, dedicates a section of its report to gender and has been identifying ways to strengthen gender considerations in its work, including mainstreaming gender in its work programme. The section on gender of the LEG reports facilitates comparison and identification of additional or missing information across reports. The LEG reports would benefit from more specific information on steps taken to integrate gender considerations into its work and the outputs generated in this context.

62. The inclusion of a provision to accommodate temporary absence of LEG members from service owing to parental obligations in the LEG rules of procedure, adopted in decision 10/CP.27 as contained in the annex to that decision, is noteworthy considering that it is among the first of the constituted bodies to do so.

X. Paris Agreement Implementation and Compliance Committee

A. Reporting

1. 2021

63. The PAICC report to CMA 3³⁶ includes a section on gender, which mentions the body using an overview provided by the secretariat of established practices with respect to gender within the constituted bodies in incorporating a gender perspective into its draft rules of procedure on matters such as gender-inclusive language and arrangements for parental and temporary leave.

2. 2022

64. The PAICC report to CMA 4³⁷ includes a section on gender and Action for Climate Empowerment, which emphasizes the body's goal to improve gender inclusivity and balance and mentions that it agreed to continue discussions on possible entry points for mainstreaming gender issues and the participation of observers in its work.

B. Progress

65. The PAICC has actively engaged in considering gender in its work and, through its rules of procedure, adopted in decision 24/CMA.4 as contained in the annex to that decision, has provided a more inclusive work environment, including arrangements for parental and temporary leave.

³⁶ FCCC/PA/CMA/2021/6.

³⁷ FCCC/PA/CMA/2022/2.

XI. Paris Committee on Capacity-building

A. Reporting

1. 2021

66. The PCCB report to SBI 52–55³⁸ contains numerous references to gender throughout, including information on gender-related mandates and activities. Gender-related considerations are included in the sections of the report on the implementation of the rolling workplan for 2017–2020, in the draft workplan for 2021–2024 and in the recommendations for the COP and the CMA.

67. Annex II to the report is dedicated to gender and presents progress on gender mainstreaming in the work of the PCCB. In its gender mainstreaming standard,³⁹ the PCCB recognizes that building capacity for gender-sensitive and -responsive approaches can lead to more effective climate policy and action. The annex presents information on how the PCCB:

- a) Elected a GFP;
- b) Continued to strengthen the way in which gender is considered in its activities: as at July 2021 the PCCB Network included 17 gender-focused organizations; gender-responsiveness was discussed in a breakout group at the 2nd meeting of the Network; and the PCCB working group on cross-cutting issues invited a representative of Women Engage for a Common Future to join the group on an activity basis and support the planning and design of the 3rd Capacity-building Hub;
- c) Continued to collaborate with other constituted bodies on addressing gender-related capacity gaps and needs, and to record and review lessons learned by other bodies. It is reported that the PCCB was contributing to a then forthcoming AC event on integrating gender considerations into adaptation planning and implementation, and that the enhanced Lima work programme on gender is represented in the ICG;
- d) Published and disseminated information on mainstreaming gender considerations in climate action, including through the capacity-building portal and posts on PCCB social media;
- e) Ensured gender-balanced participation and the participation of gender experts at PCCB events and meetings. Gender-disaggregated data on participation in PCCB activities are provided in the report;
- f) Reflected on challenges in ensuring consistent implementation of its gender mainstreaming standard, listing as key barriers time and human resource constraints during the preparatory stage of events, and the early stage of implementation of the standard. Finally, it reaffirmed its commitment to further improving the mainstreaming of gender across its work on the basis of lessons learned and initial practices established and to share its experience with other bodies, having appreciated the invitation to attend a first meeting for the GFPs of constituted bodies, hosted by the TEC GFPs.

68. In the section of the report on the implementation of its rolling workplan for 2017–2020, the PCCB reported having supported gender inclusivity in the PCCB Network by ensuring use of gender-sensitive language in all communications, encouraging gender balance among speakers at events and mainstreaming cross-cutting issues, including gender, across all Network activities. In addition, the PCCB produced a module on women and gender-responsive climate action for the PCCB–OHCHR online course on climate change and human rights.

69. The PCCB draft workplan for 2021–2024, included in the report, indicates that the body will continue to consider cross-cutting issues, including gender-responsiveness, in its

³⁸ FCCC/SBI/2021/10.

³⁹ See document FCCC/SBI/2019/13, annex.

work. In reporting on the implementation of activities under the workplan, in addition to reaffirming the information referred to in paragraph 67 above, the PCCB reported to have:

- a) Welcomed the establishment of the ICG and the outcomes of its 1st meeting, highlighting the potential for further engagement of the PCCB in the GAP;
- b) Conducted a survey to gather information on efforts to address capacity gaps and needs undertaken by bodies represented on the ICG, including on the gender-responsiveness and inclusiveness of efforts;
- c) Invited four external experts on cross-cutting issues, including one on gender, to join a working group for preparing for the 3rd Capacity-building Hub and the Hub steering committee;
- d) Organized an event series during the UNFCCC regional climate weeks, in collaboration with the PCCB Network, which emphasized the role of youth, particularly female and Indigenous youth, in coherently addressing climate and development goals.

70. The report contains recommendations of the PCCB to the COP and the CMA, including to encourage Parties to assist grass-roots communities and organizations in developing countries, including women, to share experience of tackling climate change to learn from diverse community responses, build local leadership and enhance collaboration, as well as to ensure inclusiveness and innovation in communication and experience-sharing.

2. 2022

71. The PCCB report to SBI 57⁴⁰ contains numerous references to gender throughout, including information on gender-related mandates and activities under the PCCB workplan for 2021–2024, recommendations relating to gender and information on progress in gender mainstreaming in the work of the PCCB in annex II.

72. Annex II to the report indicates that the GFP supports the coordination, implementation and oversight of gender mainstreaming in PCCB activities. The PCCB continues to use and expand its Network to strengthen gender considerations in its activities. For instance, at the time of reporting, the PCCB Network included 23 organizations focusing on gender; and representatives of the women and gender constituency had joined the PCCB working group on cross-cutting issues on an activity basis to support planning and designing the 3rd Capacity-building Hub through a gender lens. The report indicates that the PCCB undertook numerous activities addressing gender as a stand-alone topic, such as including a chapter on gender in the PCCB toolkit for assessing capacity gaps and needs for implementing the Paris Agreement and a module on gender in the online course referred to in paragraph 68 above. The PCCB reported that, despite challenges, 100 per cent of its events touched upon the topic of gender and 85 per cent of its publications covered the topic, to varying degrees. The PCCB reported on regularly publishing and disseminating information on initiatives supporting the development and strengthening of capacity for mainstreaming gender considerations in climate action, for instance via the PCCB Network newsletter, web page and podcast series. It continued efforts to use inclusive language across its activities and products in accordance with its gender mainstreaming standard. Further, it reported efforts to ensure and having achieved balanced gender representation and active participation by women, presenting gender-disaggregated information on participation in its events, meetings and online courses. The PCCB reiterated its commitment to further improving gender mainstreaming across its work using lessons learned and established practices, in addition to sharing experience and collaborating with other constituted bodies.

73. In reporting on implementation of its workplan for 2021–2024, the PCCB mentioned its contribution to the event referred to in paragraph 67(c) above and that it integrated gender objectives into the design, organization and implementation of the 3rd Capacity-building Hub and the follow-up webinar to the Durban Forum. The PCCB agreed to continue the practice referred to in paragraph 69(c) above for the duration of the 4th Capacity-building Hub, held at COP 27. Further, the PCCB indicated maintaining efforts to collaborate with other constituted bodies on addressing gender-related capacity gaps and needs in addition to

⁴⁰ FCCC/SBI/2022/14.

reviewing lessons learned by other constituted bodies. Efforts include the continued representation of the enhanced Lima work programme on gender in the ICG. Its representative participated in the survey referred to in paragraph 69(b) above and in a technical session on coherence and coordination of capacity-building at the 3rd Capacity-building Hub, and contributed to the coordination-focused discussions at the two ICG meetings.

74. In its recommendations for the COP and the CMA in the report, the PCCB recommends that they encourage Parties to define capacity-building needs together with local partners, including women, and facilitate the development of their capacity-building vision and strategy; to ensure the representation of women in capacity-building efforts and promote inclusion of their perspectives in sharing good practices, experience and lessons learned related to capacity-building; to support gender-responsive capacity-building and skills development measures for workers keeping in mind the changes in the labour market induced by the pandemic and sustainability recovery measures; and to continue to strengthen capacity for mainstreaming gender in climate action plans for the development of gender-responsive public and national policies and NDCs.

75. Annex I to the report presents findings from the monitoring and evaluation of the implementation of PCCB workplan activities, including outcomes related to considering cross-cutting issues, such as gender-responsiveness. It presents such outcomes on the basis of indicators, providing evidence of and gender-disaggregated data on activities implemented as well as targets to be reached by 2024.

B. Progress

76. The PCCB has demonstrated significant progress in integrating a gender perspective into its activities through implementation of its gender mainstreaming standard in a comprehensive and structured manner since 2020, and has sustained the progress identified in its previous report by integrating gender considerations in a majority of its products and by incorporating the advice of gender experts in the development and implementation of activities.

77. The PCCB is a model for the good practice of precisely and critically reporting on its progress, focusing on steps taken and also identifying shortcomings, which enables the body to better address challenges.

78. The PCCB now includes in its reports an annex for tracking progress of gender mainstreaming in its work, which is helpful for monitoring and comparing progress over time. Furthermore, the inclusion in its report of an annex that details the monitoring and evaluation of the outputs, outcomes, impact and effectiveness of its workplan activities, with a subsection on considering cross-cutting issues such as gender, facilitates traceability, comparability and assessment of progress.

XII. Standing Committee on Finance

A. Reporting

1. 2021

79. The SCF report to COP 26 and CMA 3,⁴¹ in the section on gender, notes that the SCF discussed gender considerations and climate finance at technical stakeholder dialogues; explored ways to highlight in the fourth BA information on gender in the context of climate finance outcomes and made recommendations for further work by stakeholders in this area; and integrated gender considerations into its first report on the determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement.

⁴¹ FCCC/CP/2021/10–FCCC/PA/CMA/2021/7.

80. In reporting on linkages with the SBI and the other constituted bodies, the SCF indicated having appointed a GFP. Annex II to the report contains the 2022 SCF workplan and indicates integration of a gender perspective into SCF processes as per the entry points identified in the technical paper referred to in paragraph 13 of decision 21/CP.22. The annex includes information on the activities referred to in paragraph 79 above.

2. 2022

81. The SCF report to COP 27 and CMA 4,⁴² in the section on gender, mentions that the SCF included an analysis of gender and climate finance as part of the technical work on the fifth BA and facilitated discussion on gender and climate finance at informal webinars to capture the latest updates on climate finance flows with regard to data, effectiveness and definitions. Furthermore, the report notes that the technical report of the fifth BA includes an in-depth review of gender-responsiveness within the strategies and results-based frameworks of multilateral climate funds and other climate finance providers and the current quality of reporting on gender and climate finance. The SCF indicated that it ensured gender balance among speakers at all its events and webinars, and gender-disaggregated data are presented on speakers at the 2022 SCF Forum and some webinars.

82. The SCF reported having included gender considerations in the programme for the second part of the 2022 SCF Forum, which took into account enhancing engagement of women in planning and implementing nature-based solutions. In addition, the SCF reported having appointed a new GFP.

83. Annex II to the report contains the 2023 SCF workplan and indicates continued integration of a gender perspective across its work, including the SCF Forum, the BA, the needs determination report and any new work mandated at COP 27 and CMA 4, as appropriate.

B. Progress

84. The SCF has continued applying the practice of summarizing information on gender in a well-structured section of its report, while also referencing gender in other sections as relevant. It has maintained its gender mainstreaming efforts by appointing a GFP, reporting on gender-balanced participation in events, including gender considerations in technical work and events, and identifying how to integrate gender considerations into its workplan.

XIII. Supervisory Body

A. Reporting

85. Annex I to the report of the Supervisory Body to CMA 4,⁴³ which is its first annual report, published in 2022, contains its draft rules of procedure, adopted in decision 7/CMA.4 as contained in annex II to that decision, which refer to gender balance, including that gender balance should be taken fully into account when establishing expert groups to assist it in performing its functions and achieving its objectives; and includes a code of conduct that specifies that members and alternate members shall not engage in any form of discrimination or harassment, including sexual harassment.

B. Progress

86. Progress cannot yet be determined as the body was only recently established.

⁴² FCCC/CP/2022/8–FCCC/PA/CMA/2022/7.

⁴³ FCCC/PA/CMA/2022/6.

XIV. Technology Executive Committee

A. Reporting

1. 2021

87. The joint annual report of the TEC and the CTCN for 2021⁴⁴ includes a section on gender mainstreaming, where the TEC notes significant progress: it added gender-related indicators to its monitoring and evaluation system, increased the number of its publications that contain a section on gender and recommendations on gender issues, achieved for the first time in 2021 the goal of gender balance on event panels, and agreed to co-organize with the CTCN and the secretariat Gender team an event on gender and technology held at COP 26.

88. In the section of the report on challenges and lessons learned, the TEC recognized that adopting a structured approach to gender mainstreaming and appointing GFPs were a breakthrough in strengthening gender aspects in its work. It noted that the successful work of the GFPs indicates that nominating individual members to lead on specific priority issues may be a modality with broader potential application both for the TEC and other constituted bodies. Further, the TEC recommended that the COP and the CMA invite Parties to take gender issues, in particular participation of women, into account in work involving endogenous technologies.

2. 2022

89. The joint annual report of the TEC and the CTCN for 2022⁴⁵ includes a section on gender mainstreaming, which notes that the TEC regularly includes a section on gender in its key publications and strives to achieve gender balance among panellists at its events. The report indicates that the TEC agreed on a two-year term of office for its GFP and appointed a new one. It also agreed to prepare a policy brief on sustainable road mobility and gender.

90. In its recommendations for the COP and the CMA in the report, the TEC noted the following possible actions for deepening understanding of how gender mainstreaming and engaging stakeholders can add value in supporting technology development and transfer:

a) Stakeholders enhancing their reporting on experience, good practices and specific measures and strategies that have meaningfully increased both women's and men's power to participate in climate technology action;

b) The operating entities of the Financial Mechanism and the CTCN, through their project design and reporting protocols, continuing to share best practices and build awareness among delivery partners of the positive contributions of gender mainstreaming and stakeholder engagement to accelerating technology development and transfer;

c) The CTCN and the operating entities of the Financial Mechanism promoting gender balance in the technical teams that implement technology projects, fostering women's and girls' full participation and leadership in science, technology, research and development, and sharing experience of gender budgeting;

d) The TEC, the CTCN and the operational entities of the Financial Mechanism raising awareness of the financial and technical support available for integrating gender into climate technology policies, plans, strategies and action, as appropriate, including good practices for facilitating access to climate finance for grass-roots women's organizations and Indigenous Peoples and local communities for technology projects.

⁴⁴ FCCC/SB/2021/5.

⁴⁵ FCCC/SB/2022/4.

B. Progress

91. The TEC has maintained its significant progress since adopting a structured approach to integrating gender considerations into its work and continued to consistently report on gender in a dedicated section of its annual report.

XV. Warsaw International Mechanism Executive Committee

A. Reporting

1. 2021

92. The 2021 report of the WIM Executive Committee⁴⁶ includes a section on progress towards integrating a gender perspective into its work and processes, including information on gender balance at meetings; consideration of gender as a cross-cutting issue in implementing its five-year rolling workplan; and the engagement of a representative of the United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women as a member of the expert group on non-economic losses.

93. The report details that gender is a criterion for the selection of technical experts for the technical expert groups of the WIM Executive Committee, which include external experts with expertise in gender mainstreaming.

2. 2022

94. The 2022 report of the WIM Executive Committee⁴⁷ includes the same section on gender, including information on consideration of gender as a cross-cutting issue in implementing and updating its five-year rolling workplan (2023–2027); and consideration of the goal of gender balance in selecting speakers for the events that it (co-)organized.

95. One of the addenda to the 2022 report⁴⁸ presents information, including on actions that involved women's groups, received in submissions from organizations, bodies, networks and experts engaged in providing technical assistance relevant to the Santiago network for averting, minimizing and addressing loss and damage associated with the adverse effects of climate change.

96. The other addendum to the 2022 report⁴⁹ provides information in annex I on the Executive Committee's five-year rolling workplan for 2023–2027, including references to gender. It indicates that the Executive Committee will take gender into account in a cross-cutting manner, particularly within the scope of the enhanced Lima work programme on gender and its GAP; and includes an activity with the aim of engaging those that are at the forefront of climate change including, among others, women. The following approaches were identified as possible avenues for implementing deliverables associated with this activity: including in the Executive Committee's annual reports information on progress towards integrating a gender perspective into its work; fostering the collection, sharing, management and use of gender-disaggregated data; encouraging the thematic expert groups to mainstream gender and other human rights perspectives in their plans of action; and mainstreaming considerations relating to gender, youth, Indigenous Peoples, local communities and persons with disabilities in the work of the Executive Committee, in accordance with the GAP, among others.

⁴⁶ FCCC/SB/2021/4.

⁴⁷ FCCC/SB/2022/2.

⁴⁸ FCCC/SB/2022/2/Add.1.

⁴⁹ FCCC/SB/2022/2/Add.2.

B. Progress

97. The WIM Executive Committee has started to apply the good practice of summarizing information on gender in a well-structured section of its report, while also referencing gender in other sections as relevant.

98. It has continued efforts to mainstream gender across its work, including in its workplan for 2023–2027, although information on relevant outputs of the Executive Committee and its working groups have not yet been reported.

Annexe II

Groupe de facilitation de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones : Communication d'informations sur l'intégration du souci d'égalité entre les sexes dans ses travaux

[Anglais seulement]

1. The FWG does not have a mandate to report annually. Therefore, the review of its reporting on progress in integrating gender considerations into its work is based on its 2021 report to the SBSTA only as the body did not submit a report to the SBSTA or the COP in 2022.

I. Reporting

2. In 2021 the FWG presented a report to SBSTA 52–55¹ containing information on the implementation of the initial two-year workplan and a draft second three-year workplan for 2022–2024 under the LCIPP as well as information on organizational and procedural matters.

3. The report includes references to gender: the need for increased consideration of gender and youth in relation to Indigenous Peoples and local communities was identified in the context of the mapping under the workplan of existing policies, actions and communications under the Convention; and gender considerations were included in submissions received from Parties and non-Party stakeholders in response to the call for good practices for the participation of Indigenous Peoples and local communities in the design of national climate policy. In the chapter of the report on enhancing coherence of action under the LCIPP, it is communicated that at its 5th meeting the FWG discussed the invitation for its participation in an in-session workshop on the impact of the GAP in the context of the Lima work programme on gender. In the chapter on other matters, it is reported that the FWG agreed to consider nominating a GFP to help to enhance its work on gender consideration and to attend meetings on gender mainstreaming under the Convention.

4. Annex IV to the report contains a draft of the second three-year workplan, which has among its aims strengthening, in a cross-cutting manner, the engagement, inclusion and participation of Indigenous Peoples and local communities, including women, in the UNFCCC and other processes in a gender-responsive manner that recognizes the rights and knowledge of Indigenous Peoples, traditional knowledge and local knowledge systems as well as the practices and contributions of Indigenous Peoples and local communities. Persons of different genders are identified as possible contributors under activities throughout the workplan. Under the capacity for engagement function of the LCIPP, one of the deliverables under activity 4 is the co-organization of a dialogue in accordance with the GAP.² Furthermore, under cross-cutting activity 8, the FWG is to host an annual round table, in collaboration with Indigenous youth and youth from local communities, as well as with broad and gender-balanced youth representation from each of the United Nations indigenous sociocultural regions, to explore gender-responsive ways and means to strengthen the engagement of youth and participation in intergenerational knowledge-sharing and continuing and strengthening of practices on the ground, as well to contribute to climate policy and action at the national and international level. One of the deliverables under this activity is recommendations from Indigenous youth participants and youth participants from local communities, ensuring gender and sociocultural balance, on the promotion of their

¹ FCCC/SBSTA/2021/1.

² The dialogue is also a deliverable under GAP activity B.3 and was delivered at COP 27; see <https://unfccc.int/gender/cop27#Joint-dialogue-LCIPP-GAP-Enhancing-indigenous-women-climate-leadership-in-the-UNFCCC-process>.

participation in the activities of the FWG, as well as opportunities to enhance knowledge-sharing, capacity-building and policy for integration within the UNFCCC process.

II. Progress

5. The information reported on the implementation of the initial two-year workplan indicates that gender was considered by the FWG in some activities, including in preparing publications and planning events. The second three-year workplan includes gender consideration as a cross-cutting issue and activities and deliverables directly related to gender-responsiveness, and identifies people of different genders as possible contributors under various activities.

6. Furthermore, the FWG has committed to strengthening, in a cross-cutting manner, the engagement, inclusion and participation of different groups in the UNFCCC process in a gender-responsive manner.

7. Future reports of the FWG could benefit from the inclusion of information on progress in integrating a gender perspective into its work beyond reporting on participation of Indigenous women and women from local communities in the UNFCCC and other processes, including by referencing external sources, and on how gender considerations are being integrated into the work under the LCIPP.

Annexe III

Missions et fonctions des organes constitués, ainsi que modalités de soumission de leurs rapports périodiques

[Anglais seulement]

<i>Body</i>	<i>Reporting</i>	<i>Purpose, governance structure and work</i>
AC	Annually to the COP and CMA through the subsidiary bodies	The AC was established to promote the implementation of enhanced action on adaptation in a coherent manner under the Convention. ^a It contributes to adaptation progress globally by addressing crucial adaptation issues through a range of workstreams: providing expert guidance on adaptation action and means of implementation; outreach and enhancing awareness; implementing the Paris Agreement; and enhancing coherence and identifying good practices and opportunities for increasing implementation of adaptation action.
AFB	Annually to the CMP and the CMA	The AFB supervises and manages the funding of projects and programmes in developing countries through the AF under the authority and guidance of the CMP. The AF was established to finance adaptation projects and programmes in developing country Parties that are Parties to the Kyoto Protocol and has served the Paris Agreement since 2019. ^b The Global Environment Facility provides interim secretariat services to the AFB, and the World Bank serves as the interim trustee of the AF. The AFB works in close collaboration with national and regional entities that seek to empower developing countries to directly access financing and manage all aspects of projects. The AFB Medium-Term Strategy for 2018–2022 ^c focuses on supporting the achievement of the Sustainable Development Goals and meeting the challenges of implementing the Paris Agreement. Advancing gender equality and the empowerment of women and girls is one of the strategy's four cross-cutting themes. The strategy is supported by the AF gender policy and action plan, ^d which was updated in 2021 in the context of ensuring that the AF serves the Paris Agreement smoothly.
CDM Executive Board	Annually to the CMP	The CDM Executive Board supervises the CDM and undertakes regulatory functions such as accrediting entities as designated operating entities, developing policies and procedures for the functioning of the CDM, approving methodologies and standardized baselines and certifying emission reductions of projects and programmes of activities.
CGE	Annually on progress to the COP through the SBI	The CGE aims to improve the process for and preparation of national communications and biennial update reports from Parties not included in Annex I to the Convention by providing technical advice and support. It supports the implementation of the enhanced transparency framework under the Paris Agreement.
CTCN Advisory Board	Annually to the COP through the subsidiary bodies in a joint report that includes a joint chapter of the TEC and the CTCN and a	The CTCN is accountable to and receives guidance from the COP through the CTCN Advisory Board, which advises the CTCN on how to prioritize requests for technical assistance from developing countries and generally monitors, assesses and evaluates CTCN performance. As the implementation arm of the Technology Mechanism, the CTCN promotes the accelerated transfer of environmentally sound technologies for low-carbon and climate-resilient development at the request of developing countries through national designated entities, providing technology solutions, capacity-building and advice on policy and legal and regulatory frameworks.

<i>Body</i>	<i>Reporting</i>	<i>Purpose, governance structure and work</i>
	chapter for each body	A gender analysis of the functions, activities and main stakeholders of the CTCN was conducted in 2017, which enabled it to implement a more comprehensive and consistent gender mainstreaming strategy. ^e
FWG	No mandate for annual reporting, but mandated to provide a report to the SBSTA in 2021 for consideration by the COP	The FWG was established to further operationalize the LCIPP and facilitate implementation of its three functions: knowledge, capacity for engagement, and climate change policies and actions. The FWG and the work under the LCIPP is supported by the secretariat.
KCI	Annually to the COP, the CMP and the CMA	The KCI supports the forum on the impact of the implementation of response measures in implementing its work programme. ^f
Kyoto Protocol Compliance Committee	To the CMP at each of its sessions	The Compliance Committee comprises a facilitative branch, which provides advice and assistance to Parties in order to promote compliance with the Kyoto Protocol, and an enforcement branch, which determines consequences for Parties not meeting their Kyoto Protocol commitments.
LEG	To the SBI at each of its sessions	<p>The LEG supports the least developed countries in implementing adaptation, particularly with regard to the process to formulate and implement NAPs, national adaptation programmes of action and the implementation of the least developed countries work programme.</p> <p>The LEG is mandated to develop a two-year rolling work programme for consideration by the SBI at its first session of each year.^g COP 16 requested the LEG to provide technical guidance and advice on strengthening gender-related considerations and considerations regarding vulnerable communities within least developed country Parties.^h</p>
PAICC	Annually to the CMA	The PAICC facilitates implementation of and promotes compliance with the provisions of the Paris Agreement. It is guided by principles in Article 15 of the Paris Agreement and paragraphs 1–4 of the annex to decision 20/CMA.1.
PCCB	Annually on progress to the COP and the CMA through the SBI at its sessions coinciding with sessions of the COP	The PCCB was established to address current and emerging gaps and needs in implementing capacity-building in developing country Parties and further enhancing capacity-building efforts, including with regard to coherence and coordination of capacity-building activities under the Convention. CMA 2 decided that the PCCB shall also serve the Paris Agreement. ⁱ
SCF	Annually to the COP and the CMA	<p>The SCF was established to assist the COP in exercising its functions with respect to the Financial Mechanism.^j</p> <p>The SCF organizes the SCF Forum to enable bodies and entities involved in climate change finance to communicate and exchange information; provides draft guidance to the operating entities of the Financial Mechanism, expert inputs, including through independent and periodic review of the Financial Mechanism, and a biennial assessment and overview of climate finance flows; and enhances work on the monitoring, reporting and verification of support beyond the biennial assessment.</p>
Supervisory Body	Annually to the CMA	The Supervisory Body was established to supervise the mechanism that was established by Article 6, paragraph 4, of the Paris Agreement to contribute to the mitigation of greenhouse gas emissions and support sustainable development. ^k

<i>Body</i>	<i>Reporting</i>	<i>Purpose, governance structure and work</i>
TEC	Same as CTCN Advisory Board	The TEC was established to facilitate, together with the CTCN, the effective implementation of the Technology Mechanism under the guidance of the COP. ¹ The TEC promotes collaboration and stakeholder engagement and produces briefs, technical papers and other publications to provide policy guidance. The TEC developed and agreed a general approach to mainstreaming gender at COP 25. ^m
WIM Executive Committee	The Executive Committee reports through the subsidiary bodies and functions under the guidance of, and is accountable to, the COP; ⁿ the WIM is subject to the authority and guidance of the CMA ^o	<p>The WIM Executive Committee was established to guide the implementation of the functions of the WIM, which promotes the implementation of approaches to addressing loss and damage associated with the adverse effects of climate change in a comprehensive, integrated and coherent manner.^p</p> <p>The Committee implements the functions of the WIM through its five-year rolling workplan, which considers, in a cross-cutting manner, issues including particularly vulnerable developing countries and segments of the population that are already vulnerable, including on the basis of gender.^q</p> <p>The Committee is empowered to establish thematic technical expert groups to assist it in conducting its work and support its efforts to enhance action and support for addressing loss and damage.^r The Committee, in its draft terms of reference, encourages expert groups to select experts with a diversity of experience and knowledge relevant to loss and damage associated with climate change impacts, considering the goal of gender balance, pursuant to decision 23/CP.18.^s</p>

^a Decision 1/CP.16.

^b Decisions 13/CMA.1 and 1/CMP.14.

^c See <https://www.adaptation-fund.org/document/medium-term-strategy-2018-2022/>.

^d See <https://www.adaptation-fund.org/document/opg-annex4-gender-policy/>.

^e For more information, see the CTCN 2017 progress report, available at <https://www.ctc-n.org/resources/2017-ctcn-progress-report>.

^f Decision 7/CMA.1, para. 5.

^g Decision 6/CP.16, para. 3.

^h Decision 6/CP.16, para. 2(c).

ⁱ Decision 3/CMA.2, para. 3.

^j Decision 1/CP.16, para. 112.

^k Decision 3/CMA.3.

^l Decision 1/CP.16, para. 117.

^m See TEC document TEC/2019/19/10.

ⁿ Decision 2/CP.19, para. 2.

^o As per Article 8, para. 2,

of the Paris Agreement.

^p Decision 2/CP.19, para. 5.

^q FCCC/SB/2017/1/Add.1, annex, para. 2(b).

^r Decisions 2/CP.20, para. 8, and 4/CP.22, para. 4(b).

^s See footnote 6 of the draft terms of reference, available at <https://unfccc.int/documents/66088>.

Récapitulatif des informations relatives aux questions de genre communiquées en 2021 et 2022 par les organes constitués au titre de la Convention

<i>Organe constitué</i>	<i>Références au genre</i>	<i>Mandats relatifs à l'intégration des questions de genre et communication d'informations sur les progrès accomplis à cet égard</i>	<i>Références à la représentation équilibrée des genres^a</i>	<i>Section consacrée aux questions de genre dans les rapports</i>	<i>Informations sur les activités liées aux questions de genre ou incorporation d'éléments de preuve attestant l'intégration de ces questions dans les méthodes ou les travaux de fond</i>	<i>Travaux, y compris activités, manifestations ou documents, axés sur les questions de genre ou tenant compte de ces questions</i>	<i>Dispositifs ou structures informels ou institutionnels visant à garantir la prise en compte des questions de genre dans les travaux de l'organe</i>
Comité de l'adaptation	2021		2021 : a, b	2021	2021	2021 : évaluation du plan visant à améliorer la prise en compte des questions de genre dans les mesures d'adaptation et les activités menées en application de son plan de travail ^b (activité exécutée) ; collaboration avec le Groupe de facilitation dans le cadre des mesures d'adaptation tenant compte des questions de genre (activité prévue) ; suivi de la boîte à outils relative aux questions de genre mise en place par le Comité de l'adaptation, le Groupe d'experts des PMA et le Réseau mondial pour les PNA (activité prévue) ; prise en compte des questions de genre dans les publications suivantes : document technique sur les liens entre la planification de l'adaptation à court, à moyen et à long terme aux niveaux national et infranational, rapport de synthèse sur la manière dont les pays en développement font face aux dangers, numéro de septembre 2020 du bulletin sur le financement de l'adaptation, rapport sur la réunion technique d'experts sur l'adaptation.	Plan visant à améliorer la prise en compte des questions de genre dans les mesures d'adaptation et les activités menées en application de son plan de travail ^c
	2022	2022	2022 : a, b	2022	2022	2022 : organisation, en collaboration avec le Groupe d'experts des PMA et le Comité de Paris, d'une manifestation sur le renforcement de la sensibilisation aux questions de genre dans le domaine de l'adaptation au titre de la Convention-cadre sur les changements climatiques (activité exécutée) ; organisation d'une manifestation à l'occasion de l'Expo PNA de 2022 (activité exécutée) ; élaboration d'une note d'orientation sur	Plan de travail modulable (2022-2024) du Comité de l'adaptation tenant compte des questions de genre

<i>Organe constitué</i>	<i>Références au genre</i>	<i>Mandats relatifs à l'intégration des questions de genre et communication d'informations sur les progrès accomplis à cet égard</i>	<i>Références à la représentation équilibrée des genres^a</i>	<i>Section consacrée aux questions de genre dans les rapports</i>	<i>Informations sur les activités liées aux questions de genre ou incorporation d'éléments de preuve attestant l'intégration de ces questions dans les méthodes ou les travaux de fond</i>	<i>Travaux, y compris activités, manifestations ou documents, axés sur les questions de genre ou tenant compte de ces questions</i>	<i>Dispositifs ou structures informels ou institutionnels visant à garantir la prise en compte des questions de genre dans les travaux de l'organe</i>
						les pratiques visant à mettre au premier plan et à intégrer les mesures d'adaptation tenant compte des questions de genre (activité prévue).	en tant qu'élément transversal dans l'ensemble des secteurs d'activité
Conseil du Fonds pour l'adaptation	2021	2021	2021 : a	2021	2021	2021 : actualisation de sa politique et de son plan d'action pour l'égalité des sexes (activité exécutée) ; approbation de trois dons concernant l'assistance technique pour des activités relatives aux questions de genre (activité exécutée) ; organisation, à l'intention des entités d'exécution, d'un cours d'apprentissage en ligne sur la prise en compte des considérations environnementales, des enjeux sociaux et des questions de genre (activité exécutée) ; actualisation du modèle d'évaluation des projets du Fonds pour l'adaptation tenant compte des questions de genre (activité exécutée).	Versions actualisées de la politique relative aux questions de genre et du plan d'action pour l'égalité des sexes du Fonds pour l'adaptation ^d
	2022		2022 : a	2022	2022	2022 : réalisation d'une étude sur les méthodes transversales de prise en compte des questions de genre dans les interventions relatives à l'adaptation (activité exécutée) ; actualisation du document d'orientation destiné aux entités d'exécution (activité exécutée).	
Conseil exécutif du MDP							
GCE	2021		2021 : b				
Conseil consultatif du CRTC	2021		2021 : a, b	2021	2021	2021 : constitution d'un fichier de spécialistes des questions de genre disponible en ligne, en collaboration avec le CET (activité prévue) ; diffusion de notes d'orientation sur les questions de genre et la technologie (activité prévue) ;	Politique et plan d'action sur le genre

Organe constitué	Références au genre	Mandats relatifs à l'intégration des questions de genre et communication d'informations sur les progrès accomplis à cet égard	Références à la représentation équilibrée des genres ^a	Section consacrée aux questions de genre dans les rapports	Informations sur les activités liées aux questions de genre ou incorporation d'éléments de preuve attestant l'intégration de ces questions dans les méthodes ou les travaux de fond	Travaux, y compris activités, manifestations ou documents, axés sur les questions de genre ou tenant compte de ces questions	Dispositifs ou structures informels ou institutionnels visant à garantir la prise en compte des questions de genre dans les travaux de l'organe
	2022			2022	2022	<p>sensibilisation à la Journée internationale des femmes (activité exécutée) ; organisation d'une réunion avec d'autres organes pour mettre en commun des données d'expérience relatives à l'intégration des questions de genre (activité exécutée) ; actualisation du rapport final du CRTC comprenant des indicateurs de prise en compte des questions de genre (activité exécutée) ; organisation d'activités de renforcement des capacités et de tutorat à l'intention des lauréats du concours « Solutions climatiques équitables à l'égard des femmes » (activité exécutée) ; organisation de manifestations de « formation des formateurs » sur le financement de l'action climatique tenant compte des questions de genre (activité exécutée) ; mise en place d'une bibliothèque consacrée au genre et à la technologie (activité exécutée).</p> <p>2022 : constitution d'un fichier de spécialistes des questions de genre du CET et du CRTC (activité en cours) ; intégration des questions de genre dans les mises à jour régulières de la publication du CET et du CRTC sur le rôle de la technologie dans la mise en œuvre des CDN (activité exécutée) ; intégration des questions de genre dans les activités d'assistance technique du CRTC (activité exécutée) ; élaboration et diffusion d'une publication intitulée « Gender Just Climate Solutions » (activité exécutée) ; mise en place d'une bibliothèque consacrée au genre et à la technologie (activité exécutée) ; contribution au bulletin d'information du Programme des Nations Unies pour le développement intitulé « Gendered Voices » (activité exécutée) ; contribution constante au concours « Solutions climatiques équitables à l'égard des femmes » (activité exécutée).</p>	<p>du CRTC (2019-2022)^e</p> <p>Responsable de la coordination des questions d'égalité femmes-hommes</p>

<i>Organe constitué</i>	<i>Références au genre</i>	<i>Mandats relatifs à l'intégration des questions de genre et communication d'informations sur les progrès accomplis à cet égard</i>	<i>Références à la représentation équilibrée des genres^a</i>	<i>Section consacrée aux questions de genre dans les rapports</i>	<i>Informations sur les activités liées aux questions de genre ou incorporation d'éléments de preuve attestant l'intégration de ces questions dans les méthodes ou les travaux de fond</i>	<i>Travaux, y compris activités, manifestations ou documents, axés sur les questions de genre ou tenant compte de ces questions</i>	<i>Dispositifs ou structures informels ou institutionnels visant à garantir la prise en compte des questions de genre dans les travaux de l'organe</i>
Groupe de facilitation	2021		2021 : b		2021	2021 : prise en compte des questions de genre dans le document technique sur le recensement des politiques, des mesures et des communications existantes au titre de la Convention (activité exécutée).	Deuxième plan de travail triennal de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones tenant compte des questions de genre en tant qu'élément transversal (2022-2024) Responsable de la coordination des questions d'égalité femmes-hommes
CKI	2021		2021 : a, b	2021	2021	2021 : prise en compte des aspects liés au genre dans le document technique sur les moyens de renforcer les capacités et la compréhension des Parties en matière d'évaluation et d'analyse des impacts des mesures de riposte, et dans le document technique sur les méthodes d'évaluation (activité exécutée).	Approches de l'intégration des questions de genre dans les activités du CKI
	2022		2022 : a, b	2022	2022	2022 : élaboration d'un document technique ayant pour objectif de recenser et d'évaluer l'impact des mesures de riposte mises en œuvre, compte tenu des questions de genre (activité en cours) ; lancement d'un appel à manifestation d'intérêt pour le réseau informel de spécialistes des mesures de riposte (activité exécutée).	

<i>Organe constitué</i>	<i>Références au genre</i>	<i>Mandats relatifs à l'intégration des questions de genre et communication d'informations sur les progrès accomplis à cet égard</i>	<i>Références à la représentation équilibrée des genres^a</i>	<i>Section consacrée aux questions de genre dans les rapports</i>	<i>Informations sur les activités liées aux questions de genre ou incorporation d'éléments de preuve attestant l'intégration de ces questions dans les méthodes ou les travaux de fond</i>	<i>Travaux, y compris activités, manifestations ou documents, axés sur les questions de genre ou tenant compte de ces questions</i>	<i>Dispositifs ou structures informels ou institutionnels visant à garantir la prise en compte des questions de genre dans les travaux de l'organe</i>
Comité de contrôle du respect des dispositions du Protocole de Kyoto	2021 2022		2021 : a 2022 : a				
LEG	2021 2022	2021 2022	2021 : b 2022 : b	2021 2022	2021 2022	2021 : examen des moyens d'appliquer les directives existantes en matière de genre et d'élargir leur portée (conjointement avec des partenaires tels que le Comité de l'adaptation et le Réseau mondial pour les PNA) et mise au point d'une formation appropriée (activité prévue). 2022 : prise en compte des questions de genre dans le cadre de l'atelier d'élaboration des PNA destiné aux PMA africains (activité exécutée) ; création, au sein du groupe de travail technique sur les PNA, d'un sous-groupe chargé d'appuyer les travaux qui visent à renforcer la collaboration et les activités favorisant la prise en compte dans les PNA des questions relatives au genre, entre autres questions (activité prévue) ; prise en compte des obligations parentales dans le règlement intérieur (activité exécutée).	Responsable de la coordination des questions d'égalité femmes-hommes

<i>Organe constitué</i>	<i>Références au genre</i>	<i>Mandats relatifs à l'intégration des questions de genre et communication d'informations sur les progrès accomplis à cet égard</i>	<i>Références à la représentation équilibrée des genres^a</i>	<i>Section consacrée aux questions de genre dans les rapports</i>	<i>Informations sur les activités liées aux questions de genre ou incorporation d'éléments de preuve attestant l'intégration de ces questions dans les méthodes ou les travaux de fond</i>	<i>Travaux, y compris activités, manifestations ou documents, axés sur les questions de genre ou tenant compte de ces questions</i>	<i>Dispositifs ou structures informels ou institutionnels visant à garantir la prise en compte des questions de genre dans les travaux de l'organe</i>
Comité chargé de la mise en œuvre et du respect des dispositions de l'Accord de Paris	2021	2021	2021 : a	2021	2021	2021 : examen de la possibilité d'intégrer des éléments supplémentaires relatifs au genre dans le projet de règlement intérieur (activité exécutée).	
	2022	2022	2022 : a	2022	2022		
Comité de Paris	2021	2021	2021 : a, b	2021	2021	2021 : contribution à la manifestation organisée par le Comité de l'adaptation sur l'intégration des questions de genre dans la planification et la mise en œuvre de l'adaptation (activité prévue) ; intégration d'un module sur les femmes et l'action climatique tenant compte des questions de genre dans le cours en ligne du Comité de Paris et du HCDH (activité exécutée) ; présentation d'un exposé sur l'intégration des questions de genre, à l'occasion d'une réunion entre les responsables de la coordination des questions d'égalité femmes-hommes des organes constitués (activité exécutée) ; intégration des questions de genre dans une enquête sur les besoins et les lacunes en matière de capacités des organes représentés au sein du groupe de coordination informel pour le renforcement des capacités au titre de la Convention et de l'Accord de Paris (activité exécutée) ; invitation d'un spécialiste externe des questions de genre à contribuer aux préparatifs de la troisième édition du Pôle de renforcement des capacités et à faire partie du comité directeur du Pôle (activité exécutée) ; manifestations organisées durant les semaines régionales du climat mettant en avant le rôle des jeunes femmes et des jeunes autochtones	Norme de prise en compte des questions de genre Responsable de la coordination des questions d'égalité femmes-hommes

<i>Organe constitué</i>	<i>Références au genre</i>	<i>Mandats relatifs à l'intégration des questions de genre et communication d'informations sur les progrès accomplis à cet égard</i>	<i>Références à la représentation équilibrée des genres^a</i>	<i>Section consacrée aux questions de genre dans les rapports</i>	<i>Informations sur les activités liées aux questions de genre ou incorporation d'éléments de preuve attestant l'intégration de ces questions dans les méthodes ou les travaux de fond</i>	<i>Travaux, y compris activités, manifestations ou documents, axés sur les questions de genre ou tenant compte de ces questions</i>	<i>Dispositifs ou structures informels ou institutionnels visant à garantir la prise en compte des questions de genre dans les travaux de l'organe</i>
-------------------------	----------------------------	--	---	---	--	---	--

(activités exécutées) ; invitation d'une personne représentant le Groupe Femmes et genre à rejoindre le groupe de travail sur les questions transversales du Comité de Paris (activité exécutée) ; publication d'informations sur l'intégration des questions de genre dans l'action climatique sur le portail consacré au renforcement des capacités et dans les médias sociaux (activité exécutée) ; prise en compte des questions de genre dans les recommandations à la COP et à la CMA (activité exécutée).

2022 2022 2022 : a, b 2022 2022

2022 : organisation d'une manifestation sur la sensibilisation aux questions de genre dans le domaine de l'adaptation, conjointement avec le Comité de l'adaptation et le Groupe d'experts des PMA (activité exécutée) ; prise en compte des questions de genre dans diverses manifestations, y compris la troisième édition du Pôle de renforcement des capacités et le webinaire de suivi sur le Forum de Durban (activité exécutée) ; invitation de spécialistes des questions de genre à faire partie du groupe de travail sur les questions transversales (activité prévue) ; représentation du programme de travail de Lima relatif au genre dans le cadre des réunions du groupe de coordination informel pour le renforcement des capacités au titre de la Convention et de l'Accord de Paris (activité en cours) ; prise en compte des questions de genre dans les recommandations à la COP et à la CMA (activité exécutée) ; intégration d'un module sur les femmes et l'action climatique tenant compte des questions de genre dans le cours en ligne du Comité de Paris et du HCDH (activité exécutée) ; diffusion d'informations sur l'intégration des questions de genre dans les activités de renforcement des capacités, dans le bulletin

<i>Organe constitué</i>	<i>Références au genre</i>	<i>Mandats relatifs à l'intégration des questions de genre et communication d'informations sur les progrès accomplis à cet égard</i>	<i>Références à la représentation équilibrée des genres^a</i>	<i>Section consacrée aux questions de genre dans les rapports</i>	<i>Informations sur les activités liées aux questions de genre ou incorporation d'éléments de preuve attestant l'intégration de ces questions dans les méthodes ou les travaux de fond</i>	<i>Travaux, y compris activités, manifestations ou documents, axés sur les questions de genre ou tenant compte de ces questions</i>	<i>Dispositifs ou structures informels ou institutionnels visant à garantir la prise en compte des questions de genre dans les travaux de l'organe</i>
						d'information du réseau du Comité de Paris, sur la page Web du réseau et dans sa série de podcasts (activité exécutée).	
CPF	2021	2021	2021 : b	2021	2021	2021 : prise en compte des questions de genre dans les dialogues techniques multipartites, la quatrième évaluation biennale et le premier rapport sur la détermination des besoins (activité exécutée).	Responsable de la coordination des questions d'égalité femmes-hommes
	2022	2022	2022 : b	2022	2022	2022 : analyse des questions relatives au genre et au financement de l'action climatique dans le cadre de la cinquième évaluation biennale (activité exécutée) ; prise en compte des questions de genre dans le programme de la deuxième partie du Forum du CPF consacré au financement de solutions fondées sur la nature (activité exécutée).	
Organe de supervision	2022		2022 : a, b				
CET	2021		2021 : b	2021	2021	2021 : prise en compte des questions de genre dans l'analyse des besoins, des lacunes, des difficultés et des environnements propices s'agissant du renforcement des capacités des pays en matière de technologies climatiques et dans les principales conclusions découlant de cette analyse (activité exécutée) ; intégration d'indicateurs de prise en compte des questions de genre dans le système révisé de suivi et d'évaluation (activité exécutée) ; organisation d'une manifestation sur le genre et la technologie à la vingt-sixième session de la COP (activité exécutée) ; prise en compte des questions de genre dans les recommandations à la COP et à la CMA (activité exécutée).	Approche structurée de l'intégration des questions de genre Responsable de la coordination des questions d'égalité femmes-hommes

<i>Organe constitué</i>	<i>Références au genre</i>	<i>Mandats relatifs à l'intégration des questions de genre et communication d'informations sur les progrès accomplis à cet égard</i>	<i>Références à la représentation équilibrée des genres^a</i>	<i>Section consacrée aux questions de genre dans les rapports</i>	<i>Informations sur les activités liées aux questions de genre ou incorporation d'éléments de preuve attestant l'intégration de ces questions dans les méthodes ou les travaux de fond</i>	<i>Travaux, y compris activités, manifestations ou documents, axés sur les questions de genre ou tenant compte de ces questions</i>	<i>Dispositifs ou structures informels ou institutionnels visant à garantir la prise en compte des questions de genre dans les travaux de l'organe</i>
	2022		2022 : a, b	2022	2022	2022 : élaboration d'une note d'orientation sur la mobilité routière durable et les questions de genre (activité prévue) ; prise en compte des questions de genre dans les recommandations à la COP et à la CMA (activité exécutée).	
Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie	2021	2021	2021 : a, b	2021	2021		Plan de travail quinquennal glissant retenant les questions de genre en tant qu'élément transversal à prendre en compte dans sa mise en œuvre
	2022	2022	2022 : a, b	2022	2022		

^a « a » lorsqu'il s'agit de la composition de l'organe ou des membres de sa direction et « b » lorsqu'il s'agit des groupes de travail, des bénéficiaires ou de la participation à des manifestations, etc.

^b Voir le document AC19/INFO/5C du Comité de l'adaptation.

^c Voir le document AC/2019/17 du Comité de l'adaptation.

^d Disponible à l'adresse suivante : <https://www.adaptation-fund.org/document/opg-annex4-gender-policy/>.

^e Disponible à l'adresse suivante : <https://www.ctc-n.org/resources/ctcn-gender-policy-and-action-plan-2019-2022>.